

LA NOUVELLE TRIBUNE

Hebdomadaire togolais d'investigation, d'analyses, et de publicité

N° 126 du jeudi 16 janvier 2020 / Prix : 250 F CFA

SOCIÉTÉ

« GROS PENIS » :
le comble
de la publicité



P. 6

PRESIDENTIELLE 2020

P. 3

Ce qu'il faut craindre



PND 2018-2022

CIMTOGO investit 16 milliards FCFA

P. 3

C'est la participation du groupe HeidelbergCement au Plan national ...

COUPE DE L'UNION

Kpélé : le football pour promouvoir la paix

La deuxième édition du grand tournoi de la Coupe de l'Union a connu son apothéose ...

P. 4

CIVISME

Pourquoi voter ?

Dans la perspective de l'élection présidentielle du 22 février prochain, il est important de rappeler aux citoyens l'importance ...

P. 5

SPORT

Habib Sissoko : Le scandale qui ébranle l'UAJ

Alors que le calendrier des compétitions de l'Union Africaine de Judo est ...

P. 7



REABONNEZ-VOUS ET GAGNEZ !

TENTEZ DE REMPORTEZ DE NOMBREUX LOTS !*

*GAGNÉ PROBABILISTIQUEMENT ÉQUIVALENT À 100% D'AVANCEMENT DU 16 JANVIER 2020. VOUS AVEZ EN MOYENNE 10% DE CHANCES DE GAGNER.

22 22 65 65
CANAL+USTOGO

LES BOUQUETS
CANAL+

DÉVELOPPEMENT À LA BASE

Le Registre social unique pour mieux cibler les couches vulnérables

Le Togo se dirige de plus en plus vers l'obtention du Registre Social Unique. C'est en tout cas la volonté du gouvernement qui a initié à cet effet, une tournée nationale d'information et de sensibilisation. Après les autres villes de l'intérieur du pays, cette tournée a pris fin par l'étape de Lomé qui a connu la participation des chefs cantons, des cadres des ministères, les acteurs des communautés de base du Grand Lomé et des journalistes. Une initiative pilotée par l'Agence nationale d'appui au développement à la base (ANADEB).

Stanislas AZIATO

Qu'est-ce que le RSU ? Quelle est son importance pour un pays ? Autant de questions auxquelles cet atelier de sensibilisation a tenté de répondre. Le Registre est généralement défini comme un système

d'informations composé d'une base de données recueillant les profils et caractéristiques socio-économiques et démographiques des ménages d'un pays. Selon la Directrice de

l'ANADEB, Mazalo Katanga, « le RSU est une décision du gouvernement qui s'inscrit dans la droite ligne du mandat social du chef de l'Etat et dans le Plan national de développement (PND)

2018-2022 ». Ce registre, à en croire la Directrice, permet au gouvernement, un bon ciblage. Les couches vulnérables pourront donc être efficacement touchées par les actions sociales du

gouvernement.

« La mise en place du RSU permettra de déterminer désormais avec efficacité et dextérité, quel ménage reçoit quel paquet de service d'acteur, d'orienter les acquis du gouvernement vers les ménages les plus nécessiteux et de profiter des synergies qui pourraient être créées entre les programmes pour éliminer les doublons et les fraudes », précise Koffi Gani du ministère des Affaires sociales.

Ce projet d'instauration du RSU au Togo est soutenu par la Banque Mondiale.



ECONOMIE

Pourquoi l'accord commercial Chine-Etats-Unis aura une portée limitée

Après deux ans de guerre commerciale, Américains et Chinois vont signer ce mercredi à Washington un premier accord pour rééquilibrer leurs échanges. Cet accord va-t-il vraiment rebattre les cartes entre les deux super puissances ?

Les deux capitales en font beaucoup pour le démontrer. Pékin multiplie les gestes amicaux à l'égard des entreprises américaines. Avec l'ouverture du secteur pétrolier aux entreprises étrangères, un cadeau bienvenu pour les sociétés américaines du secteur. Avec le feu vert donné à American Express pour enfin pénétrer le juteux marché chinois de la carte bancaire.

De son côté Washington a renoncé à classer la Chine dans la catégorie des pays manipulateurs de monnaie. Et Donald Trump fait du Donald Trump. Déclarant à qui veut l'entendre que c'est un super accord. Tous ces mots, ces gestes symboliques nous laissent cependant sur notre faim, parce que pour le moment on dispose de très peu d'informations sur le contenu réel de cet accord bilatéral dit de phase 1.

Les Américains se sont engagés à réduire partiellement leurs droits de douane sur les produits chinois. Quelle sera la portée de cet allègement ?

Vue de Pékin, dans le

contexte de ralentissement de son économie, cette levée partielle est bienvenue. Mais c'est bien loin des attentes réelles des autorités chinoises. Aujourd'hui quasiment tous les produits chinois importés aux États-Unis sont surtaxés. Avec cet accord, les deux tiers des exportations chinoises destinées au marché américain resteront soumis à des droits supplémentaires.

Washington est catégorique : pas question d'en faire davantage avant l'élection présidentielle. L'accord débouche donc sur une trêve armée, toute relative, et le consommateur américain en ressentira bien peu les effets. Idem pour les entreprises américaines, qui restent sur le qui-vive pour leur approvisionnement dépendant des usines chinoises comme pour leurs éventuels projets d'investissement en Chine.

La Chine va-t-elle importer davantage de produits américains comme le clairo Donald Trump ?

Le président américain



parle de 200 milliards de dollars d'importation supplémentaires sur deux ans. En aéronautique, produits industriels, services, et surtout produits agricoles. Le président américain présente déjà la facture agricole: 80 milliards de dollars. Ces chiffres paraissent totalement extravagants. D'abord parce que Pékin n'a pas confirmé officiellement son intention d'acheter un tel montant de produits made in USA. Ensuite parce que cela paraît irréaliste au regard des besoins chinois. En 2017, avant le déclenchement de la guerre commerciale, la Chine a importé pour 23 milliards de dollars de produits agricoles en provenance du monde entier ; comment imaginer qu'elle pourra cette année importer pour 40 milliards d'un seul pays ? Si elle le fait, ce sera bon pour les fermiers

américains, très durs pour les finances chinoises et aussi pour les autres grands producteurs agricoles comme les Brésiliens ou les Argentins, des fournisseurs traditionnels du marché chinois.

Donald Trump a affirmé vouloir démarrer au plus vite la deuxième phase des négociations

Et il y a de quoi faire, car pour le moment, la plus grosse pomme de discorde avec Pékin, les produits technologiques, tout ce qui concerne la 5G ou l'intelligence artificielle n'ont absolument pas été abordés. Ni les subventions à l'industrie ou les questions de propriété intellectuelle.

Le président américain estime que tout cela prendra beaucoup de temps, probablement au-delà du mois de novembre, c'est-

à-dire au-delà de l'élection présidentielle américaine. L'accord signé ce mercredi conforte la stature du candidat à sa réélection, capable de gagner les guerres qu'il déclenche, et elle lui offre un répit pour faire campagne. Si le contenu de l'accord est limité, il demeure inquiétant sur la forme : désormais ce sont les États, ou plutôt les États-Unis qui décident du volume des échanges. Pas rassurant pour les Européens, en train de négocier avec les Américains.

Malgré le Brexit, Londres demeure le numéro un des investissements dans les start-ups

En 2019, 39 milliards de dollars ont été investis dans les jeunes pousses européennes, c'est un record absolu. Et c'est Londres qui a attiré le quart de ces investissements, le Royaume-Uni a quasiment doublé la mise par rapport à 2018. Berlin arrive à la seconde place du classement avec 4,5 milliards de dollars investis et Paris troisième avec 3,3 milliards de dollars.

(Source : RFI)

TOGO : PRÉSIDENTIELLE 2020

Ce qu'il faut craindre

Candidatures, début imminent de la campagne électorale, poursuite du processus par la Commission électorale nationale indépendante (CENI), les préparatifs vont bon train dans le cadre de l'élection présidentielle dont le premier tour est fixé au 22 février prochain. Au chapitre des craintes, l'abstention...

Elom ATTISSOGBE

Quel sera le taux d'abstention à la prochaine élection présidentielle ? Bien malin qui saura répondre à cette préoccupation majeure qui taraude les esprits, dans les états-majors des partis politiques. En effet, depuis quelques années, la rue et son corollaire semblent avoir mis sous boisseau l'envie des Togolais pour les urnes.

Selon les chiffres communiqués par la CENI lors des dernières consultations électorales, il y a matière à réfléchir sur les taux d'abstention enregistrés. Le Togolais se désintéresse-t-il de plus en plus de la chose politique ? Est-il déçu par les leaders ?

La liste des interrogations est bien longue. Mais dans les chapelles politiques, personne n'ose poser officiellement le débat, par souci d'éducation politique, de manière à trouver des solutions idoines à ce mal qui ronge silencieusement le processus électoral au Togo.

A en croire l'organe de gestion des élections au Togo, le taux d'abstention à la présidentielle de 2010 était de 35,32%. En 2015, ce taux est passé à 40,01%. Lors des élections législatives de décembre 2018 boycottées par l'opposition réunie au sein de la C14, un regroupement de partis politiques qui a mené la contestation de manière



incisive ces dernières années, le taux de participation n'était pas enviable, encore que faut-il que les citoyens aient cherché à se faire inscrire sur les listes électorales.

A l'issue des élections municipales en 2019, les premières depuis 32 ans au Togo, et auxquelles ont participé les principaux partis de l'opposition, là encore, il y a eu peu d'engouement. La CENI avait indiqué une faible mobilisation des électeurs à Lomé, contrairement à d'autres villes situées à l'intérieur du pays. Le taux d'abstention était estimé à 75% dans les bureaux de vote de la capitale togolaise visités par l'Agence France Presse.

S'il est vrai que l'abstention lors d'une élection est un choix libre, il est d'autant plus vrai que pour un processus électoral de qualité, le taux de participation est un indicateur des plus importants.

Des causes

Minée par des luttes intestines et des calculs à n'en point finir, la classe politique, surtout de l'opposition, a contribué par sa mésentente à désintéresser une partie des électeurs de la gestion de la chose publique. Entre coups bas, déclarations tapageuses, absence de stratégies et de programme politiques, les électeurs préfèrent donner leur langue au chat.

A l'instar de la coalition des 14 partis politiques de l'opposition qui a volé en éclats avec la sortie des pions majeurs comme le Parti national panafricain (PNP), l'Alliance nationale pour le changement (ANC) et bien d'autres, les militants

et sympathisants de ces formations politiques se sont retrouvés seuls, comme un troupeau sans berger, pendant les élections législatives de 2018 et les municipales de 2019.

En outre, certains Togolais ne feraient plus confiance à la qualité du processus électoral, d'où la nécessité d'une réelle pédagogie, une sensibilisation et une amélioration continue du processus pour rétablir la confiance de ces citoyens vis-à-vis des institutions impliquées dans les élections au Togo.

Dix candidats sont en lice pour l'élection présidentielle du 22 février prochain dont Faure Gnassingbé, président sortant, qui brigue un quatrième mandat. La campagne s'ouvre officiellement le 06 février.

PND 2018-2022

CIMTOGO investit 16 milliards FCFA

C'est la participation du groupe HeidelbergCement au Plan national de développement (PND 2018-2022). A travers sa filiale CIMTOGO, le groupe confirme la signature de plusieurs contrats d'un montant de 30 millions de dollars, soit plus de 16 milliards FCFA, dans le cadre de l'extension de son usine de Lomé. L'information a été donnée à la presse le 08 janvier dernier à la direction générale de CIMTOGO.

Elom ATTISSOGBE

Après la célébration en 2019 du jubilé d'or relatif à sa présence en terre togolaise, CIMTOGO amorce une nouvelle phase de ses activités, jouant ainsi sa partition dans l'atteinte des objectifs fixés dans le Plan national de développement (PND 2018-2022).

Lors d'une rencontre avec la presse début janvier, le groupe allemand HeidelbergCement a confirmé sa décision d'investir plus de 30 millions de dollars, l'équivalent de 16 milliards FCFA, pour l'usine de sa filiale CIMTOGO, située dans la zone portuaire à Lomé.

« Cet investissement permettra l'augmentation de notre capacité de broyage de plus d'un million de tonnes par an », indique Eric Goulignac, Directeur Général de CIMTOGO.

L'entreprise revendique ainsi la promotion d'une industrie togolaise de transformation de ses ressources minières, dans la production de clinker et de ciment 100% fabriqués au Togo. « Avec cette extension, l'usine de Lomé recevra la totalité de son clinker en provenance de SCANTOGO, une autre filiale de groupe HeidelbergCement, située à Tabligbo (80km au nord-est de Lomé). Ce choix contribuera à l'amélioration de la balance des paiements du Togo, et mettra en avant les ressources nationales sans utiliser des importations de clinker, ni de ciment », précise Eric Goulignac.

Nouveaux emplois à l'horizon

A travers ce projet d'extension, 200 à 300 personnes travailleront sur la construction du nouveau



Eric Goulignac (micro), DG CIMTOGO

broyeur. Il est aussi prévu une augmentation de 30% des emplois directs à CIMTOGO. « Dans notre expansion, nous mettons dans nos priorités, la formation professionnelle, en collaboration avec le Centre de formation aux métiers de l'industrie (CFMI), l'Université de Lomé et l'Université de Kara », affirme le Directeur Général de CIMTOGO.

Cet investissement de plus de 16 milliards FCFA dans le cadre de la participation du groupe HeidelbergCement au PND s'accompagne de fortes améliorations des performances environnementales (poussière et bruits), avec l'utilisation des meilleures

technologies disponibles.

« Des initiatives RSE (Responsabilité Sociale des Entreprises) seront mises en œuvre au fur et à mesure de l'avancement des travaux », fait savoir Koamy Gomado, responsable de la Fondation HeidelbergCement au Togo. Les travaux d'extension de l'usine de Lomé ont démarré le 1er décembre 2019 et s'achèveront en février 2021. Ils sont réalisés par les sociétés Ayoki et ThyssenKrupp.

Avec ce nouveau broyeur, le groupe HeidelbergCement aura investi au Togo, plus de 250 millions de dollars en 9 ans, avec une usine intégrée de clinker SCANTOGO à Tabligbo, une station de

broyage CIMTOGO à Kara.

« Cela montre la volonté du groupe Heidelberg Cement de mettre en avant les grands axes du PND, et de développer une industrie de transformation en utilisant 100% des ressources locales. Par cet investissement, le groupe HeidelbergCement croit en les perspectives de l'économie togolaise et continue à apporter sa contribution à son développement, avec la transformation des ressources nationales dans le cadre du PND », a laissé entendre Eric Goulignac.

Le groupe HeidelbergCement est le deuxième cimentier mondial avec 58000 employés dans 60 pays, 3000 sites, et présent sur 5 continents. Au Togo, il développe ses activités à travers trois sociétés, GRANUTOGO, SCANTOGO et CIMTOGO.

L'année 2019 est une année record des ventes à CIMTOGO, avec une nouvelle approche commerciale et une plus grande prise en compte des avis de la clientèle pour un ciment de qualité. La société compte poursuivre sur la même lancée en 2020.

ASSEMBLÉE NATIONALE / BILAN 2019

Yawa Tsegan : « Le jour s'est levé... »

La deuxième session ordinaire de l'année 2019 n'a pas été de tout repos pour les députés à l'Assemblée Nationale. 17 projets de loi ont été soumis à leur étude et à leur vote au cours des 15 séances plénières qu'a duré cette session. Chantal Yawa Tsegan, présidente de l'Assemblée Nationale se réjouit du dynamisme de l'hémicycle.

Elom ATTISSOGBE

« Du haut de cette tribune, je me permets de partager cette réflexion avec vous : certes, la nuit a été longue sur notre pays, mais au vu des différentes avancées et des grandes réalisations enregistrées ces dernières années, je pense à mon humble avis que nous pouvons déclarer sans nous tromper que le jour s'est levé peut-être faiblement mais il s'est quand même levé », a déclaré la présidente de l'Assemblée Nationale à la clôture de la deuxième session de l'année 2019.

En effet, à l'analyse de cette session, l'état des lieux révèle du 03 septembre au 27 décembre, l'étude de 17 projets de loi par l'Assemblée Nationale. Des lois organiques, des lois

ordinaires, des autorisations de ratification ou d'adhésion étaient au menu de cette deuxième session de l'année 2019, soit un rendement de 105,8%.

La journée du 30 décembre était une journée marathon, car elle a permis aux députés réunis en plénière d'étudier et de voter plusieurs lois en une journée.

L'étape la plus importante reste la session budgétaire ouverte le 03 septembre 2019 et clôturée le 18 décembre avec l'adoption du budget de l'Etat, gestion 2020. Un budget qui, selon l'hémicycle, traduit les aspirations profondes des populations et contribuera à l'atteinte des objectifs du Plan national de développement (PND).



Au chapitre de la diplomatie parlementaire, la présidente de l'Assemblée Nationale relève que le Parlement a concrétisé la constitution des organisations interparlementaires, des groupes parlementaires d'amitié et des réseaux parlementaires. La visite d'une délégation de parlementaires français et une mission d'experts électoraux de l'ONU ainsi qu'une délégation de la CEDEAO ont été

enregistrées. Des délégations du Parlement ont également pris part à des rencontres de haut niveau organisées par le Parlement de la CEDEAO, le CIP-UEMOA, l'UIP et l'Assemblée parlementaire d'ACP- UE.

Cette session intense, selon Chantal Yawa Tsegan, a connu un franc succès en termes de rendement et d'atteinte des objectifs fixés. Elle dresse « un bilan positif » de l'année parlementaire écoulée et se félicite de

l'avancée significative dont le pays doit se réjouir, malgré le temps mis pour y arriver.

Ayant à cœur la préservation du climat de paix, de vivre-ensemble et de cohésion sociale nécessaires au développement, la présidente de l'Assemblée Nationale exhorte les députés à consolider les acquis obtenus et à faire rayonner cette lumière en 2020 pour que brille davantage le Togo, l'or de l'humanité.

FINALE DU TOURNOI DE LA COUPE DE L'UNION

Kpélé : le football pour promouvoir la paix

La deuxième édition du grand tournoi de la Coupe de l'Union a connu son apothéose le week-end écoulé à Kpélé. La grande finale s'est déroulée dimanche 12 janvier sur le terrain de Kpélé-Kponvié et a connu le sacre de Gloria Sport de Kpélé-Elé. La finale s'est déroulée en présence du chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé, de la présidente de l'Assemblée Nationale, Chantal Yawa Tsegan, des chefs traditionnels, cadres et fils de Kpélé.

Stanislas AZIATO

La finale a opposé Gloria Sport de Kpélé-Elé habillée en blanc à Etoile Islamique de Kpélé Adeta (Zongo) habillée en bleu. Animées de fair-play, les deux formations se sont données à fond sur le terrain. Mais il a été observé une nette domination des bleus sur les blancs. Les deux équipes se sont créées des occasions de but, sans toutefois les concrétiser jusqu'à la mi-temps.

De retour des vestiaires, les blancs se sont montrés plus réalistes, avec des actions plus dangereuses dans la surface de réparation d'Etoile Islamique de Zongo. Ils auront gain de cause à la 47ème minute avec Adzor Joël qui a ouvert le score. C'est sur cet unique

but que la partie a pris fin, consacrant ainsi la victoire de Gloria Sport.

La joie est grande dans le camp des blancs. « Le match a été dur dans l'ensemble, parce que l'adversaire aussi est bon tactiquement. Ils produisent un bon jeu. Mais je suis très content de mes joueurs qui ont su les contenir. Nous, on a procédé par des contre-attaques et au finish, ça a payé et on a arraché la victoire », s'est réjoui Amidou Daouda, entraîneur de Gloria Sport.

L'équipe victorieuse est partie avec un jeu de maillots, des ballons et une enveloppe de 1.500.000 FCFA, tandis qu'Etoile Islamique est repartie avec une enveloppe



de 1.000.000 FCFA plus un jeu de maillot et des ballons. « Je suis très ravi, très content de cette victoire. Et cette somme qui nous est offerte va nous aider à progresser. Je remercie le chef de l'Etat et la présidente de l'Assemblée Nationale », a affirmé le coach Daouda.

Chaque équipe participante a reçu des jeux de maillot, des ballons et une enveloppe.

« Non-violence et vivre-ensemble »

« Union pour une élection apaisée au Togo ». C'est sous ce thème qu'est placée le tournoi ayant rassemblé 18 équipes du grand Kpélé. Il est

organisé pour réunir toute la population de Kpélé autour des valeurs de vivre-ensemble et de non-violence en période électorale.

À l'issue de la finale, le chef de l'Etat Faure Gnassingbé s'est félicité de l'ambiance.

« Nous avons vu les joueurs des deux équipes qui se sont donnés à fond. Malheureusement, dans une compétition comme celle-ci, il faut un perdant et un gagnant. Je retiens surtout qu'il y a eu du fair-play. On n'a pas vu d'actes de violence ou répréhensibles », note le président de la République.

Par ailleurs, le chef de

l'Etat a rappelé la nécessité d'améliorer les infrastructures sportives pour la performance des équipes. Il n'a pas manqué de placer un mot sur le prochain congrès électif à la Fédération Togolaise de Football. « Nous ne sommes pas loin de l'élection du président de la FTF. Que tout se déroule bien et que nous continuions à renforcer nos infrastructures sportives, notamment les terrains de football, et que tout cela conduise à de très bonnes performances de l'équipe nationale togolaise et des clubs togolais », a-t-il déclaré.

La présidente de l'Assemblée Nationale, Chantal Yawa Tsegan, a de son côté, profité de l'occasion pour sensibiliser la jeunesse sur le bien-fondé de la préservation de la paix, et a exhorté chacun à la culture du vivre-ensemble, la tolérance et la non-violence.

Elle a également, invité la population de Kpélé à éviter l'abstention et à se rendre massivement aux urnes le 22 février prochain pour faire le bon choix.

AGRICULTURE

La transhumance au cœur du Forum National du Paysan

Le Forum National du Paysan Togolais aura lieu à Kara du 23 au 25 janvier. Selon le ministère de l'Agriculture qui l'organise, le Plan Opérationnel de Gestion de la Transhumance (POGT) 2020 fait partie des grands thèmes de communication inscrits à l'ordre du jour.

La transhumance est un problème qui se pose avec acuité dans les pays de la sous-région. Au Togo, un diagnostic de la situation a été établi et des solutions ont été proposées pour assurer une coexistence pacifique entre les peuples. C'est ainsi qu'un plan de gestion de la transhumance assorti d'un plan opérationnel (POGT) adapté aux nouveaux enjeux relevés au cours des différentes campagnes de transhumance, a été mis en œuvre.

Les services techniques dans toutes les régions accompagnent fortement la dynamique impulsée par le comité national, et un appui est accordé aux comités préfectoraux pour répondre aux exigences de terrain notamment les entrées précoces, les départs tardifs, la sédentarisation, les dévastations ...

Les infrastructures marchandes ou non réalisées à savoir: les marchés à bétail, les forages, le balisage des couloirs, la construction de points d'eau et la mise en place des panneaux de d'indication, les missions de partage du contenu du POGT avec les pays de départ de transhumants entre autres, sont des signaux essentiels pour prévenir certaines dérives. De même, la restriction de l'effectif de

bovins à recevoir en fonction du disponible fourrager des zones d'accueil dont les superficies s'amenuisent du fait des effets négatifs du changement climatique; la publication des dates d'ouverture et de fermeture des campagnes, le lancement officiel, la responsabilisation des comités préfectoraux, tous ces éléments ont concouru à la réalisation d'une mobilité aisée.

La transhumance transfrontalière dans sa forme actuelle, tout en respectant la logique des dispositions réglementaires communautaires, devra subir des mutations dans sa gestion, avec un fort accent sur l'identification animale et des bouviers, de la délimitation des zones de pâture (ranching), de l'implication des collectivités locales dans la gestion, en mettant l'emphase sur la sensibilisation.

Le défi est lancé aux différentes parties prenantes que sont les acteurs institutionnels en charge de l'agriculture, de l'élevage et de la gestion des ressources naturelles, des relais décentralisés du comité national de transhumance, des organismes de recherche, des structures chargées du conseil agricole et rural, des services de sécurité, des



municipalités, du réseau régional des pasteurs et éleveurs de la sous-région. Ces institutions devront contribuer à la mise au point d'un repère agro écologiques sensibles à l'élevage et au pastoralisme dans différents contextes d'intervention, et appuyer également les plateformes d'échanges dans la mise en œuvre de démarches de gestion concertée des ressources naturelles.

Il s'agira essentiellement dans le contexte actuel de renforcer le contrôle physique des bouviers aux points d'entrée et la collaboration transfrontalière et tout le dispositif sécuritaire dans la gestion à travers la sensibilisation des populations sur la mise en place d'un système d'alerte précoce multisectoriel, prendre des textes administratifs et juridiques nécessaires définissant clairement les dispositions de pénalités relatives au pâturage

nocturne, à l'entrée précoce et au départ tardif ainsi que la sédentarisation clandestine, demander aux pays de provenance des animaux d'organiser en amont les transhumants en partance conformément aux textes communautaires en vigueur en la matière, commanditer une étude approfondie sur l'étendue des espaces, la disponibilité en fourrages, en eau ...etc. pour le ranching et acquérir les domaines (achat ou bail) conformément au code foncier domaniale en vigueur au Togo, intensifier l'épidémio-surveillance des maladies animales, impliquer fortement les Rugga, les chefs peulhs, les chefs des communautés des éleveurs et les organisations des éleveurs et les impliquer dans la gestion.

Le Forum National du Paysan Togolais constitue aussi un cadre d'échanges entre les différents acteurs en charge de la gestion de la mobilité pastorale transfrontalière.

L'approche vise l'appropriation et l'application par les différents acteurs des textes communautaires adoptés par la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) relatifs à la transhumance transfrontalière, dans un contexte marqué par une concurrence accrue pour l'accès aux ressources naturelles et par les effets du changement climatique.

Le plan opérationnel de gestion de la transhumance 2019 relève les résultats suivants pour la campagne 2019 au Togo : « zéro conflit mortel en 2019 comme en 2017 et 2018, 08 incidents mineurs contre 09 incidents en 2018, 10 370 têtes de bovins enregistrés pour une perception de taxe de 56 548 000 en 2019 contre 30 077 têtes de bovins transhumants en 2018 pour une perception de taxe de 65 000 000FCFA ».

CIVISME ET CITOYENNETÉ

Pourquoi voter ?

Dans la perspective de l'élection présidentielle du 22 février prochain, il est important de rappeler aux citoyens l'importance de l'exercice de son droit de vote, pour remplir son devoir civique.

Voter est un privilège. C'est un droit acquis au prix de grands sacrifices dans un pays. En tant que citoyens, il est impérieux pour chacun de faire sa part pour défendre ce droit et préserver cet héritage.

Voter permet au citoyen de choisir librement, sans menaces, ni violences, l' élu qui sera appelé à prendre en

main la destinée du pays. Le vote est important, en ce sens où il reste pour le citoyen, la seule opportunité d'exprimer le choix de son dirigeant qu'il trouve à même de gouverner au mieux la République et représenter ses intérêts.

En votant, dans la sagesse, le citoyen contribue ainsi à l'amélioration de la qualité

des partis politiques. Les partis politiques réaliseront par exemple que s'ils sont élus et qu'ils n'écoutent pas les points de vue du peuple, ils peuvent se faire éliminer lors des prochaines élections.

En conséquence, s'ils sont élus, ils font de leur mieux pour écouter et représenter les points de vue du peuple.

Celui que le citoyen élit dans le cadre d'une élection présidentielle fait voter des lois et prend des décisions qui affectent le pays. Il est donc

essentiel que tout le monde vote de manière à s'assurer que le candidat élu, agisse dans l'intérêt du peuple.

Pour exercer son droit de vote, il s'est avéré important en tant que citoyens, d'aller aux urnes pour renouveler le personnel politique, garantir l'équilibre des pouvoirs, et remplir son devoir civique.

Le rendez-vous du 22 février 2020 est donc primordial pour chaque citoyen en âge de voter. Ce faisant, il joue sa partition dans le processus

électoral, et remplit ainsi pleinement son devoir civique, puisque, chaque voix compte.

Cet article est rédigé dans le cadre du « Projet Média 2019 » sur le civisme et la citoyenneté du Ministère de la Communication et de l'Éducation à la Citoyenneté dont « La Nouvelle Tribune » est lauréate.

SOCIÉTÉ

« GROS PENIS » : le comble de la publicité

L'on se plaint souvent de l'implantation anarchique des affiches et panneaux aux abords des routes et carrefours des villes, surtout Lomé, la capitale togolaise. Mais l'on est de plus en plus choqué face à certaines affiches et pancartes qui se font régulières aux feux tricolores et qui portent des messages qui posent un problème de moralité. C'est le cas des affiches « GROS PENIS » qui inondent la capitale.

Stanislas AZIATO

Il s'agit d'un message de publicité d'un citoyen qui se dit détenteur de la formule magique pour faire grossir le pénis d'un individu qui n'arriverait pas à satisfaire sexuellement sa conjointe. Non seulement, les conséquences de cette formule magique sur la santé des populations ne sont pas évaluées, mais cela pose bien évidemment un problème moral. Si l'on est dans un monde de plus en plus connecté et où le sexe n'est plus tabou, dans nos sociétés africaines, il y a un minimum

de pudeur à préserver. « Il y a un problème de mœurs qui se pose en général. Mais cette publicité est à interdire. Ça se multiplie dans la capitale. Je pense que l'intimité n'a pas besoin de publicité. Quelle éducation voulons-nous donner à nos enfants avec de tels messages ? », s'interroge Claudine, revendeuse. « Ce n'est pas normal. On a l'impression que la mairie a démissionné. La HAAC aussi devrait regarder de plus près via sa commission Publicité », ajoute Jean-Michel, stagiaire dans une société.



Le constat est réel. Il suffit de faire un tour dans la capitale togolaise pour constater le phénomène. Le message est écrit et collé en plusieurs exemplaires à des endroits ciblés. A travers ce « matraquage publicitaire », puisque c'est de ça qu'il s'agit, le promoteur invite à faire le choix de ses produits dont l'efficacité reste à démontrer.

Pourquoi cherche-t-on à avoir un « gros pénis » ?

On parle en effet de micropénis lorsque la verge ne dépasse pas 8 centimètres en érection. Pourquoi certains désirent avoir un pénis plus volumineux ? « Il y a des femmes qui préfèrent

de gros zizis. Et les hommes font grossir leurs zizis pour se faire désirer par ces femmes. Mais selon moi, gros ou petit, c'est le savoir-faire qui compte. Si tu sais comment t'y prendre (chose que nombreux ne savent pas faire), ta partenaire sera satisfaite. Tout le monde sera content et pas besoin de le faire grossir », pense Hamida. « En réalité, la forme du pénis n'a pas d'incidence sur le travail qu'il fait. Mais est-il que celui qui est déjà pourvu d'un pénis bien en forme fournit moins d'effort pour satisfaire les femmes. Celui qui a un petit pénis doit fournir plus d'effort pour satisfaire une femme. Chez certaines femmes, quand le sexe de l'homme est imposant, ça donne envie », analyse Charles.

Un spécialiste que nous avons pu interroger, affirme qu'en matière de sexualité, ce n'est pas la taille du pénis qui compte. « Toutes les formes et les grosseurs sont superbes.

La meilleure chose que tu peux faire, est de t'assurer qu'ils sont attachés à une superbe personne. Il y a tellement plus que la taille dans le sexe » affirme notre interlocuteur.

« Chez la femme, le point G se trouve à environ 3 cm de l'entrée du vagin. Le clitoris, quant à lui, est principalement à l'extérieur. Inutile, donc d'avoir un pénis démesuré pour faire plaisir à sa partenaire. Pour prendre du plaisir, même avec un petit pénis, Madame peut notamment muscler son périnée : ainsi, elle pourra contracter ses muscles pendant l'acte sexuel et mieux apprécier la (petite) circonférence de son partenaire », informe-t-il.

Cette publicité qui pose un véritable problème social, corrompt silencieusement et inconsciemment les bonnes mœurs. Les mairies et la HAAC sont donc interpellés à jouer leur partition, avant qu'il ne soit trop tard.

PRÉSIDENTIELLE 2020

BÂTIR...pour Faure

C'est officiel, le Bloc Alternatif Togolais pour une Innovation Républicaine (BÂTIR) ne présentera pas de candidat à la présidentielle de février 2020. Le parti compte plutôt apporter son soutien au candidat du parti Unir qui n'est autre que Faure Gnassingbé, le chef de l'État sortant.

Stanislas AZIATO

Face à la presse mercredi 08 janvier 2020, les responsables du parti BÂTIR se disent encore en train d'apprendre. Ils ne participeront donc pas à cette échéance électorale. Ils ont soutenu leur décision,

après analyse de la posture des différents candidats en lice. « L'élection présidentielle de 2020 nous offre l'opportunité de mettre à l'épreuve, la démocratie togolaise afin d'opérer en toute responsabilité,

le choix de celui qui doit présider la destinée du Togo. Après une analyse approfondie de l'échantillonnage des candidats à la présidentielle de 2020 et suite à l'examen détaillé de chaque candidat face au combat mené depuis le déclenchement de la crise sociopolitique au Togo, le bureau exécutif national de BÂTIR, vu les réformes économiques enclenchées sous l'impulsion du chef d'État sortant, vu qu'aucun des partis ou regroupement de partis politiques ne nous rassure à

travers un projet de société clair et applicable, vu l'engagement ferme du président sortant à poursuivre les réformes pour le bien-être des populations en impliquant dans la gestion, plus de femmes et de jeunes, vu que le parti BÂTIR ne présente pas de candidat, a décidé de soutenir de façon ferme et indéfectible la candidature de Monsieur Faure Gnassingbé », a déclaré Fiacre Atsou, secrétaire général adjoint du parti BÂTIR.

Le parti dirigé par Mme

Meyer Vicenzia s'engage donc à battre campagne au moment venu pour Faure Gnassingbé dans les villes et villages. « Aujourd'hui, ce dont les Togolais ont besoin, c'est le vivre-ensemble. Donc nous avons fait le choix de la bonne personne qui peut maintenir ce progrès. Beaucoup de choses ont été faites sous sa présidence qui cadre avec la vision de BÂTIR », a laissé entendre Fiacre Atsou.

MUSIQUE

Julientos lance : « Ma Consécration »

La discographie togolaise enregistre un nouveau bébé musical. Il s'agit de l'album de l'artiste musicien-chanteur Julientos. Disponible depuis le 1er janvier 2020, il compte sept titres à la gloire de Dieu.

Nicolas EDORH

De son vrai nom Julien Komlan Tossou, l'artiste Julientos est un jeune passionné de musique, spécialement du Gospel. Il a vite su exploiter son talent d'artiste, alors qu'il était encore sur les bancs. Il a très tôt impressionné les mélomanes par des singles qu'il sort de temps en temps. Ces petits succès se sont

accumulés et ont produit un résultat traduit par la sortie officielle de l'album « Ma Consécration ». « Dieu écoute », « Mélonia maria », « Lem de asi », « Eya sure », « Ma communauté », « Lem de asi (remix) », « Kplola nyuie » sont les sept chansons qui composent le nouvel album de Julientos, un artiste qui a découvert par le grand public

togolais et d'ailleurs.

Que retenir de son parcours musical ?

Né un 16 février à Lomé où il a fait ses études jusqu'à l'Université de Lomé, il est diplômé d'une Licence professionnelle en Gestion Commerciale au sein de l'IUT de Gestion. Il continue ses études supérieures à ESA pour l'obtention d'un Master dans le même parcours. Julien a été initié à la musique en classe de Terminale où il l'avait choisie comme une matière facultative à l'examen du Baccalauréat deuxième partie.

Il intègre la Chorale saint Pierre et Paul après son examen en 2010 où il s'est mis à composer de petits refrains pour des psaumes du dimanche. Ayant pris goût à la composition musicale, il a pris des cours de musique, de chants modernes et classiques et a été initié à la guitare. Il participe à la 2ème édition du concours de chant Campus en Live et s'arrête en demi-finale pour certaines raisons familiales. En décembre 2014, il organise son tout premier concert de louange et d'adoration avec la communauté Sainte Rita de zossime. Il sort « Kplola

Nyuie », son premier single le 23 février 2019. Après un concert réussi le 15 août 2019 où il était en tête d'affiche, il revient avec « Lem de Asi », son deuxième single lancé sur sa page YouTube le 05 novembre 2019. Julientos fait par la suite route ensemble avec Lazare Afatsao qui est son coach vocal et son pianiste. Tout ceci a donné la force et la motivation à l'artiste de continuer et d'arriver à cet album dédié aux œuvres de Dieu et qui impressionne à ce jour le monde musical.

QUAND LA CANDIDATURE DE DJERMAHABAKAR FAIT PEUR...

Habib Sissoko : Le scandale qui ébranle l'UAJ

Alors que le calendrier des compétitions de l'Union Africaine de Judo est rendu public par l'institution, c'est contre toute attente que le président Habib Sissoko fait annuler tous les jeux prévus au Tchad cette année pour des raisons jusque-là inconnues. La candidature déclarée du Tchadien Abakar Djermah Aumi au poste de président de l'UAJ, donne de l'insomnie au Malien qui multiplie les bourdes, sur fond de scandale...

Elom ATTISSOGBE

On le soupçonnait d'avoir une vision limitée qui ne pourrait amener l'Union Africaine de Judo à faire éclore son plein potentiel. Eh bien, la preuve est désormais là. Le président Habib Sissoko, sans aucun raison, sinon celle de faire volontairement obstruction à un candidat déclaré à la présidence de l'UAJ, annule toutes les compétitions prévues au Tchad en 2020. Une décision absurde.

En effet, c'est le même Habib Sissoko qui, en mars 2019 à la suite des compétitions de judo organisées de main de maître par le Tchad, adressait ses vives félicitations au président du Comité Olympique et Sportif du Tchad, par ailleurs président de la Fédération Tchadienne de Judo, en ces termes :

Sportif de l'UAJ, le président Habib Sissoko lui écrit un autre courrier en mai 2019 dans lequel il attribue au Tchadien l'éclatant succès dont ont été couronnés les championnats d'Afrique. « Il me plaît tout particulièrement de me réjouir de l'éclatant succès dont ont été couronnés notre congrès et nos deux championnats d'Afrique seniors, cadets et juniors qui se sont tenus successivement à Cape Town et Dakar, au prix inéluctable de lourds sacrifices forts méritoires dont je dois le reconnaître, vous avez été un artisan entreprenant et un acteur incontournable de premier ordre. La réussite de ces opérations, une évidente prouesse qui a indéniablement procuré beaucoup de fierté et de ravissement à notre organisation continentale, je dois l'avouer,



Me Abakar Djermah Aumi, candidat à la présidence de l'UAJ

vous formuler l'expression de mes félicitations les plus chaleureuses et sincères », précise le courrier signé du président Habib Sissoko dont nous avons pu obtenir copie.

Seulement, voilà que depuis l'annonce officielle de la candidature du Tchadien à la présidence de l'UAJ, le Malien, qui hier encore félicitait Me Abakar Djermah Aumi comme l'artisan de premier plan de toute réussite des compétitions de judo sur le continent en 2019, étale ses insuffisances et sa mauvaise foi au monde entier en annulant toutes les compétitions prévues au Tchad cette année, sans avoir l'amabilité de consulter la Fédération Tchadienne de Judo. C'est également le même président Habib Sissoko qui disait que la CupaAfrica de N'Djamena est la mieux organisée du continent. Et en 2020, il annule toutes les rencontres prévues dans la capitale tchadienne. C'est la preuve de l'amateurisme, du manque de responsabilité, et de l'enfantillage dont fait preuve le Malien qui conforte ainsi Me Abakar Djermah Aumi dans sa posture d'adversaire redoutable au poste de président de l'UAJ.

Un challenger pas comme les autres

Renouveau, Dynamisme, Développement. C'est sous ce triptyque que Me Abakar Djermah Aumi fait acte de candidature à la présidence de l'Union Africaine de Judo. Fin connaisseur de la discipline, le président du Comité Olympique et Sportif Tchadien est une figure de proue dans l'architecture administrative de l'olympisme en général, et du Judo en particulier, à l'échelle mondiale et continentale.

Élu en avril 2016 à Tunis avec prise de service le 26 novembre 2017 comme Directeur sportif de l'Union Africaine de Judo, et délégué technique au niveau mondial, membre de la Fédération Internationale

de Judo, Vice-président de la Commission finances de l'ACNOA, président de la Fédération Tchadienne de Judo, Me Abakar Djermah Aumi est un candidat sérieux à la présidence de l'UAJ.

Après 12 ans d'expérience en management international associatif, 21 ans d'expérience en éducation et coaching en art martial, 06 ans d'expertise en organisation des compétitions continentales et internationales, le Tchadien se sent désormais prêt à relever bien des défis en faveur du Judo à la tête de l'UAJ.

« Le judo est porteur de valeurs fondamentales qui se développent naturellement sur le tatami et dans le dojo. Ces valeurs trouvent une place prépondérante dans la vie associative. Un instrument de paix, c'est un outil de reconstruction sociale. Le judo m'a apporté tout ce que j'ai réussi dans la vie. J'ai grandi dans cette discipline, il m'a donné la force de tenir le coup et des nerfs. Il enseigne le code moral, un code comportemental qui nous donne les enseignements nécessaires pour faire face à la vie de tous les jours. C'est avec humilité que je m'adresse à vous, reconnaissant la confiance que vous placez en moi pour le Judo africain, pour l'attachement efficace et l'estime vis-à-vis de ma modeste personne, ce moment me paraît le plus approprié pour remercier, la famille du Judo africain », déclare Me Abakar Djermah Aumi. « Je voudrais informer au nom du Ministère de la Promotion des Jeunes, des Sports et de l'Emploi du Tchad, du Mouvement Sportif Tchadien, la grande famille du judo africain et au nom de la famille du judo tchadien que je suis candidat à l'élection à la Présidence de l'Union Africaine de Judo (UAJ). Si je postule à ce poste, c'est parce que j'ai la ferme conviction de pouvoir apporter un renouveau et un dynamisme croissant pour le développement et la promotion de judo africain. Je m'engage à mener à bien la noble mission assignée à l'Union Africaine de Judo et je jouis d'une vingtaine d'années d'expérience dans le

management des organisations sportives », ajoute-t-il.

Le président du Comité Olympique et Sportif Tchadien précise que sa vision s'inscrit dans le dynamisme d'intéresser davantage les partenaires, et que sa grande motivation trouve sa source dans l'extraordinaire potentiel dont dispose le continent africain dans le domaine du judo. « A travers mon programme, je souhaite avec mon équipe apporter une nouvelle dynamique dans la gestion du judo africain, la promotion et le développement du judo au plan africain et international doit être les défis de l'ère.

L'éducation et la culture de la paix à travers le Judo seront au centre de notre politique et le code de judo notre ligne de conduite. Conscient que le champ d'action est donc large, mais mon cursus quantifié et qualifié, me permet d'être aujourd'hui le candidat potentiel pour la présidence de l'UAJ. C'est une preuve de responsabilité avérée, comptant sur vos appuis, je tiens à remercier les uns et les autres pour votre accompagnement », indique-t-il.

L'Union Africaine de Judo (UAJ), est une association regroupant 54 fédérations nationales d'Afrique. Elle a pour rôle de gérer, développer le judo à l'échelle continentale et mondiale.



Habib Sissoko, président de l'UAJ

« Monsieur le Président, après avoir passé ces moments grandioses avec vous et dans votre beau pays, je voudrais du fond du cœur vous exprimer ma profonde gratitude et mes réelles félicitations pour la qualité de l'évènement et les conditions d'accueil. Ainsi, au nom de l'UAJ, veuillez recevoir nos sincères remerciements auxquels nous adjoignons le Ministre Tchadien de la promotion des jeunes, des sports et de l'emploi, et le Président de la Commission d'organisation. Le niveau de perfection relatif à la décoration de la salle, au déroulement des compétitions, à l'accueil, pour ne citer que ceux-ci, ne nous a pas laissés indifférents. Je voudrais que vous en soyez tous remerciés ».

Et comme pour reconnaître davantage le mérite et l'efficacité de Me Abakar Djermah Aumi, Directeur

LA NOUVELLE TRIBUNE
Médias numériques, médias d'opinion, médias d'information

Récépissé No 0546/31/05/16/
HAAC

Djidjolié - Batomé, von après
Maison Suzanne AHO, en face
de l'église EAC-TOGO
Tél : 90 03 83 30 / 98 01 82 02
www.lanouvelletribune.net

Directeur de la Publication
Elom K. ATTISSOGBE
Tél : (+228) 91 90 48 04 /
98 01 82 02

Rédacteur en chef
Nicolas EDORH

Rédaction
Elom ATTISSOGBE
Nicolas EDORH
Béatrice AGBODJINOU
Ismaël ALI

Infographie
La Nouvelle Tribune

Impression
LA COLOMBE

Tirage
1000 exemplaires



LE COMMERCE INTERNATIONAL NE CESSE DE SE COMPLEXIFIER

Cotecna est l'un des leaders mondiaux dans le domaine de l'analyse, de l'inspection et de la certification.

Nous proposons des solutions qui rendent la chaîne d'approvisionnement plus sûre et plus efficace aussi bien pour les entreprises que pour les gouvernements dans le monde entier.

COTECNA INSPECTION

Bureau de Liaison du Togo
Bd du 13 janvier angle rue de l'Ocam
BP 6008 Lomé
T : +228 22 22 12 91 / 22 22 45 01
cotecna.lome@cotecna.tg
cotecna.com

COTECNA
Trust for a moving world